

LA GÉOGRAPHIE RURALE FRANÇAISE FACE À L'UTOPIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: QUELLES RÉACTIONS, QUELLES PERSPECTIVES?

Nicole Mathieu

Directeur de recherche émérite au CNRS

RESUMEN

En la época actual, cuando la idea de desarrollo sostenible está invadiendo el ámbito tanto político como científico, es importante llevar a cabo un análisis crítico sobre qué está ocurriendo en los diferentes campos de conocimiento. Este reto ha de realizarse en la Geografía tanto más porque esta disciplina está implicada de manera «natural» en las nuevas políticas sostenibles, porque generalmente aborda espacios y actividades en el territorio, como ocurre con la «agricultura sostenible» o las «ciudades sostenibles». En este artículo valoramos los cambios introducidos por la utopía del desarrollo sostenible en la Geografía Rural francesa, en la que se incluye un grupo de «geógrafos ruralistas» bastante dinámico y bien organizado. Esta evaluación está basada tanto en la bibliografía actual relacionada con los temas de agricultura y ruralidad y el de sostenibilidad, pero también se basa en el análisis de registro de geógrafos rurales franceses y las palabras clave que cada uno de ellos elige para identificar su investigación. Intentamos testar una hipótesis que consiste en la correlación entre la vía en la que se ha movilizad la utopía de la sostenibilidad y las diferentes corrientes que pueden diferenciarse en la comunidad geográfica rural. Se detectan tres grandes tipos de actitudes: 1) no influencia e indiferencia; 2) reorientación desde viejas temáticas con el nuevo «vestido» de la sostenibilidad; 3) sostenibilidad como un reto científico para comprender la interacción entre las dimensiones social, ecológica y económica de los espacios y los lugares. Esta última es la que asume el reto del paradigma geográfico sobre la relación naturaleza-sociedad.

Fecha de recepción: junio 2005.

Fecha de aceptación: enero 2006.

ABSTRACT

In this time when the Sustainable development idea is invading the political as well as the scientific spheres, it is important to undertake critical inventories about what is going on in the different fields of knowledge. This challenge is to be done in Geography all the more as this discipline is «naturally» involved in the new sustainable policies because they generally lead with spaces and territorial activities for instance «sustainable agriculture» or «sustainable cities». In this paper we try to evaluate the changes introduced by the sustainable development utopia in French Rural Geography which forms a quite dynamic and organized group called «ruralists geographers». This evaluation is based on both the current literature dealing with agriculture/rural and the sustainability topic but also on the examination of French rural geographers' index and their chosen key-words. We tried to test one hypothesis that is the correlation between the way the sustainable utopia is mobilized and the different streams that can be distinguished in the rural geography's community. In the three types of attitudes we distinguished: 1) no influence and indifference; 2) recycling the ancient topics with the new sustainable «dress» (or qualifying); 3) sustainability as a scientific challenge to understand the interaction between the social, ecological and economical dimensions of spaces and places). The last one take again the challenge of the natures/societies geographical paradigm.

I. INTRODUCTION

Pour répondre à la question posée par ce numéro spécial «*Políticas publicas, sustentabilidad y Geografía rural*» du point de vue de la géographie française (la perspectiva francesa) il est nécessaire —sans toutefois s'enfermer dans des définitions strictes— de clarifier le sens des termes qui en formeront la trame: développement durable et ruralité. Car s'il s'agit de repérer et d'analyser les réactions de la géographie rurale française face à l'idéologie montante du développement durable qui gagne incontestablement toute la sphère des politiques publiques, encore faut-il rappeler d'abord, devant la polysémie qui la caractérise, quel sens nous donnons à la notion de développement durable du point de vue de l'enjeu scientifique qu'elle engage. Il faut aussi tenter de définir ce qu'est la géographie rurale en France aujourd'hui. Cette branche «spécialisée» de la géographie continue d'affirmer sa spécificité dans la commission rurale du Comité national de Géographie¹. Avec des représentations différentes de la «ruralité», la commission de géographie rurale regroupe des chercheurs dont les positions théoriques sont diverses et qui pourtant aiment se retrouver comme «ruralistes» dans cette structure disciplinaire comme d'ailleurs dans l'Association des ruralistes français (ARF) où ils côtoient sociologues, historiens, ethnologues, agronomes, etc.

Face à cette diversité, la première question qui se pose est de savoir si les réactions des géographes ruraux français à la nouvelle utopie politique sont fonction des différences de positions théoriques que recouvrent les courants qu'on y observe. L'irruption de la nouvelle idéologie politique dans ces courants, dont certains sont ancrés dans une filiation ancienne

1 Elle vient même de créer un lieu d'échange informatique: com-geo-rurale@humana.univ-nantes.fr

et d'autres sont très récents, change-t-elle le panorama? A l'intérieur d'un même courant apporte-t-elle de nouveaux clivages? Fait-elle émerger de nouvelles postures? Car la question principale est de savoir si le développement durable y a engendré, y engendre ou y engendrera un «tournant» et la construction d'un nouveau paradigme scientifique. C'est autour de cette question prospective que cet article est organisé. Le développement durable provoquera-t-il une recomposition non seulement de la géographie rurale mais aussi des divisions de la géographie remettant en question celle entre géographie urbaine et rurale, géographie physique et humaine? Si le développement soutenable passe par le territoire (Deffontaines, Mathieu, 2002), les catégories spatiales du rural (et de l'urbain) joueront-elles un rôle sur l'intégration des objectifs du développement durable dans les sphères politique et scientifique pour construire des «territoires» et des «milieux» durables?

II. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: UN ÉVÈNEMENT SCIENTIFIQUE?

Apparue dans les années 1980, la notion de développement durable a été lancée médiatiquement et définie dans le Rapport Brundtland (CMED, 1989) et au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro est entrée sur la scène politique française à la fin des années 80 et a gagné inéluctablement non seulement l'industrie et l'agriculture mais aussi la sphère scientifique (Jollivet, 2001; Vivien, 2001; Godard, 2001). Par rapport à cet envahissement favorisé par la polysémie du terme et pour aller «au-delà de l'opportunisme institutionnel» qu'induit le qualificatif de durable ou de soutenable (Godard, 2001), le courant de recherche auquel j'appartiens —dont la revue *Natures Sciences Sociétés* se veut l'écho—, propose une démarche qui permette de répondre à la question: «pourquoi donc les chercheurs devraient-ils, en tant que chercheurs et pas en tant que citoyens, se sentir concernés par le développement durable?» (Godard, 2001).

C'est d'abord en prenant la mesure de ce que cette notion est l'aboutissement d'une longue histoire politique, sociale et scientifique, une histoire des mots et des idées où certains termes ont compté; environnement, principe de précaution, patrimoine et éthique, entre autres. Certains chercheurs français ont joué un rôle dans cette discussion de la liaison entre développement et en environnement à l'échelle de la planète et de l'opposition entre pays développés et en développement, pauvreté et gaspillage des ressources renouvelables, entre montée en puissance des technologies modernes et risques naturels et sociaux. Ainsi, I. Sachs² (1980, 1993) propose dès 1977 un outil heuristique pour les praticiens, l'écodeveloppement pour discuter les possibilités de concilier développement et environnement à l'échelle d'espaces géographiques comme la forêt amazonienne, les mangroves, les agricultures des pays africains et du «Sud, etc.

Mais la réponse à la question implique aussi un choix, une décision scientifique. «L'idée de développement durable est une puissante invitation à un exercice d'autoréflexivité que l'humanité s'adresse à elle-même sur la base de ses expériences passées» (Jollivet, 2001). La décision est de participer sur le plan des connaissances à cette invitation. En France jusqu'à

2 Economiste à l'École des Hautes études en sciences sociales (EHESS), il dirige des Thèses de géographie en particulier sur l'Amérique Latine et préconise une «économie anthropologique».

présent³, le développement durable est encore une notion qui énonce un idéal et exprime une volonté: trouver des conciliations entre un objectif de développement raisonné, un objectif environnemental de biodiversité et un objectif de justice et d'équité sociale. Or ces objectifs s'avèrent conflictuels voire contradictoires et, de ce fait, la notion apparemment univoque, demeure polysémique et la question de la cohérence des actions entreprises en son nom est donc le problème principal posé par son usage, en particulier dans les politiques publiques. Tandis que cette catégorie s'érige incontestablement en catégorie de pensée et d'action, la pluralité des objectifs qu'elle inclut (logiques économiques, préoccupations sociales, impératifs écologiques auxquels s'ajoute la vision à long terme pour les «générations futures») et dont l'incompatibilité est la règle conduit, selon l'acception retenue et le problème considéré à des représentations, à des discours voire à des mesures réglementaires différents voire opposés (exclusion et pauvreté, pollution atmosphérique, traitement des déchets, congestion et lutte contre l'étalement urbain, dégradation des paysages et des ressources non renouvelables...), dans une conception fragmentée et sectorisée qui contredit le sens même de cette utopie politique.

La question qui se pose alors du côté des scientifiques (et donc des géographes) est de savoir s'ils se limitent à une analyse critique de ce qui se fait au nom du développement durable, voire s'ils se font, comme à l'époque de l'émergence de l'idéologie de l'aménagement du territoire, les thuriféraires des nouvelles politiques (agriculture durable, biodiversité, territoires durables...), ou s'ils saisissent l'opportunité d'affronter la question des connaissances nécessaires pour appréhender la complexité des objets de recherche qui émergent de la notion politique à savoir l'articulation de dimensions qui ne sont pas traitées généralement dans leurs interactions et donc décider de l'interdisciplinarité en particulier entre dimensions physiques d'un côté et dimensions socio économiques (Jollivet, 2001; Mathieu, 2003). Egalement d'inscrire leur recherche dans une dimension temporelle mais surtout prospective.

III. LES COURANTS DE LA GÉOGRAPHIE RURALE AU TOURNANT DES ANNÉES 1990

La fin des années 90 et le début du troisième millénaire constituent donc le «moment» décisif de l'introduction de la nouvelle idéologie politique dans la sphère scientifique. Pour répondre à la question de l'existence éventuelle d'un tournant de la géographie rurale provoqué par l'utopie du développement durable (Mathieu, 2003), on ne peut se passer d'une revue de l'état de cette branche de la discipline rappelant ses origines, les évolutions majeures qu'elle a connu jusque à l'irruption de la question sociale de l'environnement et du développement durable ainsi que sa structuration actuelle du point de vue institutionnel. Les positions théoriques des géographes ruraux d'aujourd'hui ne peuvent se comprendre sans un minimum de rétrospection. Celle-ci est aussi nécessaire pour tester l'hypothèse d'une éventuelle relation entre les courants de recherche qui ont traversé et traversent la géographie rurale actuelle et la décision conceptuelle prise face à l'objet (ou non) de recherche du développement durable. Choix qui implique de s'interroger sur ce que signifie

³ Malgré la récente adjonction de «développement durable» au ministère de l'écologie qui avant la réélection de Chirac s'est plutôt appelé ministère de l'environnement ou avant de protection de la nature.

«ruralité durable» et pour le géographe inmanquablement non seulement sur ce qu'est un territoire «rural» dans lequel la conciliation des trois piliers de la durabilité (l'écologique, l'économique et le social) est rendue possible par une nouvelle «gouvernance» marquée par l'éthique, mais aussi sur le rapport entre la durabilité entre un territoire «local» et la durabilité «globale» (à l'échelle planétaire) où se trouve l'origine de la dite idéologie.

1. Aux origines

Dans l'opinion commune la géographie rurale en tant que branche spécialisée de la Géographie est née avant la géographie urbaine. Marie Claire Robic a pourtant montré que «l'expression même de «géographie urbaine» apparaît dès la première décennie du siècle dans la géographie vidalienne, alors qu'il faut attendre les années vingt et trente pour que se développe une terminologie identique rapportée aux campagnes, et que s'y structurent des questions et des méthodologies spécifiquement référées au rural (ou à l'agraire, ou à l'agricole)» (Robic, 1989). Cette conviction de l'antériorité de la géographie rurale tient sans doute au fait que souligne Jacqueline Bonnamour : «dans un monde encore mal urbanisé, les thèses de Géographie régionale ont accordé de grands développements à la description de la vie rurale; les campagnes picardes, flamandes, cauchoises ont servi d'exemples grâce aux oeuvres de A. Demangeon, de R. Blanchard et de J. Sion (1905, 1906, 1908)» (Bonnamour, 1973), ceci dès le début du XX^{ème} siècle mais sans que le terme de géographie rurale soit énoncé contrairement à la géographie urbaine qui s'affirmait à la même époque dans des congrès, des revues et des essais.

Il faut convenir que l'émergence d'une spécificité «rurale» des thèses régionales écrites dans le prolongement de l'école vidalienne et la première visibilité de la géographie rurale datent des années 30. L'origine de cette affirmation identitaire est à mettre en relation avec un fort courant pluridisciplinaire ruraliste dans ces mêmes années autour de l'historien Marc Bloch, du «folkloriste» Varagnac et du géographe Dion (Pinchemel, Robic, Tissier, 1984, et surtout les textes rassemblés par Barthélémy et Weber, 1989). Leurs débats théoriques (sur le déterminisme naturel), leur souci de confronter les terrains est remarquable. On rappellera les traits caractéristiques de cette géographie rurale originelle: importance des concepts de paysages agraires, de paysage rural (Dion, 1934), de structure agraire (Cholley, 1946), d'exploitation agricole en relation avec la propriété et les techniques (Deffontaines, 1932, Coutin, 1951, 1955), d'habitat rural (Demangeon, 1927), de vie rurale (Lebeau, 1955), de pays (Meynier, 1931) ou régions (régions naturelles, régions agricoles), importance de la dimension historique et de la genèse des pays et discussion de leurs limites, importance du rapport sociétés paysannes/milieu naturel, notion de «civilisation du riz» (Gourou, 1936). Cette géographie se développe avec une inégale pertinence jusqu'aux années 60.

2. Rupture épistémologique et changement de paradigme

L'après deuxième guerre mondiale constitue un moment de rupture épistémologique pour l'ensemble de la géographie française qui va conduire à une fragmentation de la discipline et à la formation de courants (d'écoles) distincts. Il en est ainsi des géographes ruralistes qui, en dépit de leurs différences et de leurs controverses, continuent à se rassembler dans la

Commission de Géographie Rurale du Comité National de Géographie, à l'UGI et à partir des années 70 dans l'Association des Ruralistes Français. Cette rupture a d'abord un fondement phénoménologique: l'accélération de la croissance urbaine, l'extension des mégalopoles et des régions urbaines, la diminution elle aussi accélérée de la population active agricole, tous ces faits déplacent l'intérêt des géographes vers ce qui bouge et ce qui progresse et s'accompagne d'un développement incontestable de la géographie urbaine (exemple de Jean Gottmann). Celle-ci devient une branche plus valorisée que la géographie rurale, au point que la question «Existe-t-il encore une géographie rurale?» (Bailly, Beguin, 1995; Chapuis, 1995) est posée et que la plupart des concepts utilisés par les géographes ruralistes sont éliminés du vocabulaire géographique comme dans l'Encyclopédie de Géographie de Saint-Dié (Bailly et al., 1992).

Mais cette rupture a aussi un fondement épistémologique. Sous l'influence de la géographie anglo-saxonne, s'introduit un changement théorique profond : l'abandon voire le rejet du paradigme des rapports homme/nature (qui va avec la mise en question de la géographie régionale), l'adoption d'un nouveau paradigme, le paradigme de l'espace et de l'analyse spatiale qui entraîne une séparation affirmée entre la géographie physique (la géomorphologie surtout) et la géographie humaine (Mathieu, 1992).

3. Pluralité des courants

Au début des années 90 on peut dès lors distinguer (Mathieu, 1996):

- un courant (1) qui prolonge en intégrant les progrès de la discipline la géographie rurale vidalienne, en bon rapport avec l'histoire (de la propriété, de l'utilisation du sol, du parcellaire et des rapports sociétés/territoires), attaché aux concepts de paysages (Meynier, 1958), de campagnes et de vie rurale, de régions : cf. les Thèse d'Etat de E. Juillard (1953); P. Brunet (1960); A. Fel (1962); M. Drain (1975); J. Renard (1975), etc., qui se rattache à la géographie «culturelle» et à une «ethno-géographie» mais sans la pluridisciplinarité des années 30.
- un courant (2) qui prolonge également la géographie rurale originelle en l'adaptant aux espaces et aux sociétés africaines, se rattachant à Gourou (1973) et attaché à son concept de «techniques d'encadrement» mais aussi à ceux de densité de peuplement, de paysages, de terroirs, de systèmes fonciers, de communautés et de structures sociales tout en préconisant l'«analyse écologique des petits espaces ruraux» (Pelissier, Sautter, 1962; Blanc-Pamard, 1979) et le recours actualisé au paradigme des rapports sociétés/nature: G. Sautter, 1966 et le numéro d'Etudes Rurales sur les terroirs africains (1962), P. Péliissier (1966), et toute leur école à l'ORSTOM (1983, 1989) et de l'URA.
- un courant (3) qui se dirige vers une spécialisation de géographie agricole mettant au centre de l'analyse le concept de système d'exploitation agricole, de système de culture ou d'élevage et les rapports fonciers de l'agriculteur à la terre ainsi que le concept de région agricole et de types d'agriculture: J. Bonnamour en est incontestablement le chef de file depuis sa thèse (Bonnamour, 1966) jusqu'aux typologies de l'agriculture dans le cadre de l'UGI (Bonnamour, 1993).

Avec des orientations méthodologiques différentes qui peuvent comme dans le cas de Y. Guermond (1979) pionnier dans le courant spatialiste, se rattacher à d'autres courants. Dans ce courant on note un certain délaissement pour la monographie et au contraire un intérêt pour les politiques agricoles et surtout un souci de l'économique, des marchés et des industries agro-alimentaires.

- un courant de géographie rurale critique (4) qui réagit aux conséquences du renversement de paradigme (l'espace et ses dynamiques se substituent aux rapports sociétés/milieux) et de son application prioritaire à l'espace urbain au point d'affirmer la fin des campagnes et de la distinction rural/urbain. Très attentifs à la politique d'aménagement du territoire et de l'aménagement rural des années 1965-1975, ils créent le concept d'espace rural pour signifier les mutations et le passage de campagnes agricoles à des espaces ruraux acquérant de nouvelles fonctions et usages, ils proposent d'identifier des types d'espaces ruraux, structurels (périurbains, de faible densité, espaces ruraux moyens) et par rapport à des risques de rupture (espaces ruraux fragiles). Ils s'attachent aussi à discerner toutes les dynamiques nouvelles qu'elles soient sectorielles ou spatiales (industrialisation, diversification des activités, évolution des équipements et des services, stratégies et pouvoirs locaux etc.). Ils s'attachent aussi à traiter des relations villes/campagnes en distinguant deux niveaux, celui des représentations et celui des faits. Dans le prolongement des recherches de Pierre Coutin, il faut citer J. C. Bontron et N. Mathieu, la SEGESA et le labo STRATES depuis 1964 jusqu'à aujourd'hui. Il faut noter l'importance accordée à la représentation cartographique et à la constitution de bases de données rurales sur longue période dans ce groupe. Parallèlement et avec une orientation plus sociologique, il faut aussi rattacher à ce courant Bernard Kayser et le GRECO qu'il dirigea dont les recherches s'égrènent des années 70 aux années 90 (Kayser, 1990). Certaines recherches du laboratoire de Géographie rurale de Montpellier et du DEA ESSOR de Toulouse (qui firent d'ailleurs partie du GRECO Kayser) se rattachent aussi à ce courant.
- un courant spatialiste (5) qui préconise l'application au domaine rural de méthodes quantitatives et de la modélisation (Calmés, Durand-Dastès et al. 1978). Il adopte le terme d'«espace rural» significatif du changement de paradigme. Rejoint par le courant culturaliste (Juillard, 1961, qui assied la distinction rural/urbain sur une différence de modes de vie et de culture en voie de disparition du fait de l'urbanisation des campagnes», ce courant de géographes effectue également des typologies d'espaces ruraux établies sur des théories différentes du courant précédent. Sa production la plus achevée se trouve dans le concept de système spatial déployé par F. Auriac (1979). Il conduit aussi à l'écriture de chorèmes.

4. Émergence d'une géographie rurale d'«interface» (6)

A partir des années 80 sous la double influence de l'émergence de la question de l'environnement (Mathieu, Jollivet, Eds., 1989) et du renouveau des controverses sur le paysage (Bertrand, 1991; Berque, 1986; Luginbühl, 1989), les recherches rurales renouent

peu à peu avec l'analyse du milieu naturel avec laquelle certains courants n'avaient pas complètement rompu. Avec le développement de l'interdisciplinarité dans les recherches sur l'environnement (PIREN), les liens se renouent entre les géographes ruralistes, les agronomes du département Systèmes Agraires et Développement de l'Inra créé Jean-Pierre Deffontaines et l'école de G. Bertrand. Le paradigme du rapport homme/nature ou sociétés/milieus est redécouvert par un courant retrouvent le «paradigme d'interface» et la valeur des «concepts mixtes de Georges Bertrand et qui s'affiche clairement environnementaliste en géographie humaine dénonçant l'accapement par la géographie physique du concept d'environnement, de ressources, potentialités etc. (Bertrand, 1975). Un courant naissant qui s'intéresse à l'usage en Géographie des concepts de «gestion écologique» et préconise l'interdisciplinarité «interne» entre géographie physique et géographie humaine (Mathieu, 1992, 1997, 1999). On peut noter l'influence des recherches épistémologiques et de *La face de la terre* (Pinchemel, 1988; Pinchemel et al., 1997, Robic, dir., 1992) et des recherches interdisciplinaires entre «sciences de la nature et sciences de la société» (Jollivet, 1992, Revue *Natures Sciences Sociétés* créée en 1993). Sans utiliser encore le terme de «développement durable» mais en considérant que «La question de la nature» souffre d'un «effacement» dans les études urbaines, ce courant de la géographie rurale va jusqu'à investir la géographie urbaine avec le thème de *La nature dans la cité* (Blanc, Mathieu, 1996). Ce courant (6) qui émerge à la fin des années 80 quand sort le Rapport Bruntland et affirme sa distinction théorique au moment du Sommet de Rio, est-il celui qui construira le pont entre «géographie et durabilité» (Robic, Mathieu, 2001), entre géographie rurale et développement durable?.

A ce stade de l'analyse, la question se pose donc de savoir comment ont réagi ces différents courants à l'irruption des termes de gouvernance et de développement durable et s'il y a coïncidence entre les différentes orientations thématiques et théoriques qu'ils exprimaient et les positions et postures théoriques qui s'affirment depuis l'entrée dans le nouveau millénaire.

IV. GÉOGRAPHES RURAUX D'AUJOURD'HUI: TYPES DE RÉACTIONS

Il ne s'agit donc pas seulement de réfléchir à ce que la géographie peut apporter à la connaissance des sociétés et à la question de leur survie à long terme, comme le suggère l'acception large de la notion de «développement durable», à la fois durabilité écologique, viabilité économique et équité sociale à long terme (Robic, Mathieu, 2001) mais de tenter un exercice plus précis de classement des attitudes des géographes ruraux face à la nouvelle utopie et à l'idée même qu'elle produit une «événement scientifique».

1. Le répertoire des géographes français: un début de réponse par l'analyse statistique

Depuis 1968 l'unité de recherche CNRS Intergéo devenue l'UMR Prodig⁴ a constitué une base de données des géographes français régulièrement mise à jour. Elle procède à partir de cette base —qui recense environ 1900 noms à ce jour— à une enquête par questionnaire

4 Unité Mixte de Recherche 183 «Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique» CNRS/Universités Paris 1, Paris IV, Paris 7 191 rue Saint-Jacques 75005 Paris.

auprès des enseignants-chercheurs en poste dans l'enseignement supérieur et d'autres établissements universitaires, des chercheurs des organismes de recherche CNRS, ORSTOM, EHESS, etc., géographes professionnels dans les administrations d'Etat et le secteur privé, des conservateurs des bibliothèques et documentalistes au service de la recherche géographique et des retraités. Un *Répertoire des géographes français* en est issu qui présente des notices identifiant les activités professionnelles, les recherches en cours et —ce qui nous intéresse tout particulièrement— les thèmes de recherche étudiés donnant lieu à un index de même que les lieux étudiés.

Comme nous l'avons fait en 1991 pour évaluer quantitativement le degré d'intérêt de la géographie urbaine pour la question de l'environnement⁵ (Mathieu, 1992), il nous a semblé intéressant de tester la capacité de cette remarquable base de données à répondre, en termes quantitatifs, à la question de départ: qui sont les géographes ruraux et quel est leur rapport au développement durable? Nous nous sommes servi de deux éditions du *Répertoire des géographes français*: celle de 1989 sur laquelle nous avons travaillé en 1991 et qui coïncide avec les débuts de la notion de «développement durable»; celle de 1998, huitième édition depuis 1968, où l'index des thèmes de recherche construit par G. Joly à partir des «spécialités» inscrites dans les notices comporte pour la première fois le mot-clé «développement durable».

A. L'entrée par la géographie rurale

Une première matrice comparative a été construite en partant du mot clé «Géographie rurale» qui figure dans les deux index de 1989 et de 1998 et auquel nous avons ajouté les termes de «Espaces ruraux» en 1989 et de «espace rural» en 1998, de «société rurale» aux deux dates, de «exploitation agricole» en 1989 et de «Agroalimentaire» en 1998. Elle comporte au total 311 noms de géographes ruraux. Son objectif est de repérer quelle sorte de géographes ruraux ont adopté le terme de «développement durable» qui n'apparaît qu'en 1998 avec comme hypothèse que ce choix est en relation avec leur intérêt pour le thème «Environnement» qui figure aux deux dates. De la comparaison 1989-1998 ont pu tirer quelques constats:

— un nombre de géographes ruraux relativement stable

En 1989, sur un total de 1291, 118 géographes choisissent pour s'identifier la spécialité «géographie rurale» tandis qu'ils ne sont plus que 89 dans ce cas en 1998 sur 1677 «notices

5 C'est à partir du répertoire 1989 que nous avons démontré que l'environnement était une préoccupation très marginale dans la géographie urbaine de l'époque tandis que «les géographes qui affichent et revendiquent leur compétence en matière d'environnement sont en forte majorité des spécialistes de géographie physique» se considérant tout naturellement intégrés dans la question «sociale» de l'environnement. «en géographie rurale, et plus encore en «zone intertropicale» le fait de faire de la «science du paysage», de travailler sur des problèmes de «santé», d'établir une relation entre «aménagement rural», «développement rural» et «environnement», d'étudier l'«agriculture» et les «ressources naturelles» et «locales», enfin de privilégier l'analyse micro-régionale ou de «petits espaces ruraux» semble porter les «ruralistes» à ne pas se couper de l'approche naturaliste de la géographie et à ne pas faire de la géographie humaine qu'une «géographie sociale» ou une «géographie quantitative» et de l'«organisation de l'espace» (Mathieu, 1992).

renseignées». Mais outre le fait qu'en 1998 beaucoup de fiches ne comportent pas de mots-clés, la diminution relative des géographes qui s'affirment ruraux s'explique en partie par des «disparitions» ou l'absence de déclarations des «anciens» comme G. Sautter ou A. Fel que ne compense pas l'arrivée de pourtant nombreux jeunes ruralistes⁶. Cela s'explique aussi par l'abandon du titre de géographe rural par un certain nombre de géographes cités dans les courants ruralistes des années 90 (Mathieu, 1996) et figurant dans le répertoire de 1989. C'est que certains changent de spécialisation (cf. J.P. Peyon qui comme Y. Guermont auparavant bifurque vers la géographie urbaine et l'aménagement du territoire) ou préfèrent afficher d'autres mots-clés (cf. F. Plet qui se dirige sur «santé» et «environnement») tandis que même ceux qui fréquentent activement la commission rurale (cf. F. Auriac et J. Pilleboue) délaisse leur qualificatif de «rural» pour ceux de «territoire» pour le premier et de «patrimoine» pour le second.

En réalité la liste des géographes qui pourraient être rattachés à la spécialisation «géographie rurale»⁷ en 1998 est beaucoup plus importante. Si l'on y ajoute les spécialités «Espace rural» et «Société rurale» en éliminant évidemment les doubles comptes, ils sont au nombre de 183. En effet si ceux qui continuent à s'identifier par le terme classique de «géographie rurale» diminuent en nombre, c'est qu'augmente le nombre de ceux qui choisissent le concept attractif et fédérateur de «Espace rural» comme équivalent (74 géographes le déclarent exclusivement pour dire leur identité rurale). Ce qui n'était pas le cas en 1989 puisque sur 49 choisissant la spécialité «espaces ruraux» il n'y en avait que 18 qui ne cumulaient pas ce mot-clé avec celui de Géographie rurale. Le terme de «société rurale» est aussi préféré par la nouvelle génération des géographes ruraux puisque, en 1998, 30 géographes sur 39 en font un terme d'identité exclusif ce qui est proportionnellement supérieur au nombre de 1989 (29/52). En définitive la base numérique sur laquelle nous appuyons notre investigation sur un éventuel «tournant» de la géographie rurale face au développement durable est en légère augmentation entre 1989 (172) et 1998 (183).

— une communauté divisée en courants plus difficilement perceptibles en 1998

Dans le répertoire de 1989, l'analyse des combinaisons de mots-clés associés à celui de géographie rurale permet de retrouver les six courants de recherche que nous avons identifiés plus haut. Ainsi le courant (3) orienté vers la spécialisation agricole se définit par le mot clé «Exploitation agricole», le courant spatialiste (5) associe son identité au terme «espaces ruraux» voire «systèmes spatiaux» tandis que le courant d'interface (6) choisit la spécialité «Environnement». Mais en 1998 il est plus difficile de repérer les frontières entre orientations théoriques des géographes ruraux dans la mesure où, nous l'avons vu, les jeunes générations s'identifient plutôt à un seul terme Espace rural ou Société rurale pour signifier

6 Sur les 311 recensés seuls 44 géographes figurent à la fois en 1989 et 1998 ce qui est un indice certain d'un important renouvellement.

7 042 Géographie rurale renvoie en 1998 aux mots clés : Agriculture, Agro-alimentaire, Aménagement rural, développement rural, Economie rurale, Elevage, Espace rural, Exploitation agricole, Foncier rural, Habitat rural, Irrigation, Paysage rural, Produit agricole, Société rurale, Structure Agraire, Sylviculture, Système de culture, Technique agricole. Nous pouvons y ajouter: Rapports ville-campagne qui fait partie de la rubrique «Du local au mondial», Forêt qui est rattaché à la géographie physique et Alimentation dans Géographie Humaine.

leur appartenance mais pas vraiment leur différenciation. Seuls quelques «anciens» persistent dans leur distinction en continuant à associer à Géographie rurale le terme d'agroalimentaire (F. Plet) ou celui d'environnement ou d'interactions sociétés/natures (M. C. Guerrini, T. Muxart et N. Mathieu).

Tout se passe comme si les géographes ruraux d'aujourd'hui, qui appartiennent pourtant à des courants distincts⁸, voulaient privilégier leur image de «communauté» en se retrouvant, au-delà de ses distinctions, dans deux instances qui résistent incontestablement aux évolutions épistémologiques de la discipline et aux oppositions qu'elle induit : l'une proprement géographique, la Commission rurale du comité national français de géographie, l'autre qui prolonge la pluridisciplinarité des «Etudes rurales», l'Association des Ruralistes Français avec sa revue *Ruralia*⁹ dont les manifestations sont très suivies par l'ensemble des géographes ruraux¹⁰.

— un peu plus concernée par la question de l'environnement en 1998 qu'en 1989.

En 1989 les géographes ruraux concernés explicitement par la question de l'environnement étaient très peu nombreux (12 au total sur 172) et les géographes physiciens dominaient incontestablement le groupe (7 contre 5 en géographie humaine). En fait le terme d'environnement, naturel pour certains géographes physiciens, prend un nouveau sens. On distingue déjà autour de G. Bertrand à Toulouse (M. Barrué-Pastor est entre géographie et sociologie) une «géographie d'interface», tandis qu'entre le Laboratoire de Géographie Physique dirigé par T. Muxart et Strates (ex Laboratoire de Géographie humaine) dirigé par N. Mathieu, on traite du paysage comme «milieu» (Luginbühl, 2001 ; Luginbühl, Muxart, 1998), des «problèmes d'environnement» et des interactions entre systèmes naturels et systèmes sociaux (M. C. Guerrini, T. Muxart et N. Mathieu).

Mais que dire du quasi doublement de leur nombre dix ans plus tard sur un total de géographes ruraux à peine en augmentation (20 sur 183 affichent le terme «Environnement»)?. L'analyse détaillée de ce groupe donne une vision encore plus complexe des raisons du choix de ce mot-clé et de sa progression.

On remarque d'abord que seuls 6 géographes sur 12 maintiennent leur choix entre 1989 et 1998. Il s'agit précisément de ceux qui se sont engagés dans le courant (6) plusieurs fois signalé préconisant l'interdisciplinarité interne en géographie et la réactivation de l'analyse des rapports sociétés/natures¹¹. Les autres, plutôt géophysiciens, abandonnent le terme en maintenant le plus souvent leur identité rurale¹². Parmi les nouveaux venus quelques uns, plus jeunes, rejoignent le courant interdisciplinaire que l'on vient d'évoquer (H. Buller, P. Marty), tandis que d'autres, avec déjà une expérience scientifique dans le domaine,

8 Ils se manifestent dans les autres mots-clés qui les rangent dans des positions théoriques ou méthodologiques différentes (par exemple «Théorie et géographie quantitative», «analyse spatiale» ou «modèle, modélisation» par rapport à «Géographie appliquée» ou «Epistémologie de la Géographie».

9 www.revues.org/ruralia/

10 Ce qui n'étaient pas le cas dans les années 1980 où la fréquentation des deux lieux institutionnels étaient alors incompatibles pour une partie des géographes ruraux.

11 M. Barrué-Pastor, G. Bertrand, M.C. Guerrini, Y. Luginbühl, N. Mathieu, T. Muxart.

12 Seul M. Pouyllau lui préfère directement le mot «Développement durable».

affichent désormais leur appartenance à cette géographie rurale qui traite des problèmes d'environnement et des interactions homme/nature (C. Blanc-Pamard, M.C. Robic). Le choix des autres nouveaux géographes «environnementalistes» est plus difficile à interpréter: ils sont tantôt ingénieur géographe spécialisés dans la cartographie et les SIG, tantôt géomorphologue, tantôt spécialisé dans le tourisme ou le foncier. Une seule trajectoire, celle de J.P. Fruit que nous avons classé dans le courant critique de géographie rurale (4), peut être assimilée à une «conversion» à la question environnementale.

— le choix de «développement durable»: presque totalement sans rapport avec celui de «environnement» et difficile à interpréter statistiquement

Le dépouillement de l'index des thèmes des *Répertoire des géographes français* de 1989 et de 1998 reposait sur l'hypothèse que les géographes ruraux qui s'engageaient dans la recherche sur la mise en œuvre de l'utopie du développement durable étaient précisément ceux qui avait été sensibilisé dès le début des années 80 par la question sociale de l'environnement en allant *Du rural à l'environnement* en posant par là même *La question de la nature aujourd'hui* (Mathieu, Jollivet, 1989). Or force est de constater que les 21 géographes ruraux qui optent en 1998 pour le mot-clé nouvellement apparu de «développement durable» ne sont pas, à 4 exceptions près, ceux qui ont manifesté de l'intérêt pour le terme environnement. Notre hypothèse n'est donc pas vérifiée par cette première matrice qui croise géographie rurale/environnement et développement durable. Ce résultat peut être en partie corrigé par le fait qu'un certain nombre de ceux que nous avons classé dans le courant (6) n'ont pas opté pour le couple environnement/développement durable alors qu'il vont par la suite concilier et élargir leur définition de l'environnement par le développement durable. Mais, il n'en reste pas moins que la grande majorité des nouveaux adeptes du développement durable n'introduit jamais ni une dimension écologique, ni une dimension sociale dans l'analyse de l'espace rural étudié. Tout se passe comme si certains de l'ancienne génération, et plus encore les jeunes géographes ruraux, considéraient plus «moderne» d'afficher la spécialisation en développement durable, comme si cela allait de soi et comme si faire des recherches sur les mesures agri-environnementales, le tourisme et les politiques paysagères, voire les politiques agricole européennes ou le sous-développement dans les pays tropicaux, etc., coïncidait sans problème avec le nouvel engagement scientifique qu'implique la notion même de développement durable.

Ce constat paradoxal nous a poussé à prolonger l'analyse statistique en partant d'une nouvelle entrée, l'ensemble des géographes ayant opté en 98 pour la spécialité «Développement durable» de manière à mieux cerner à la fois la place qu'occupe la ruralité dans la préoccupation de durabilité mais aussi les autres mots clés qui révèlent les motivations pour ce choix.

B. L'entrée par le développement durable

Une deuxième matrice a donc été construite qui part du recensement de tous les géographes inscrivant le thème de développement durable parmi ceux qu'ils étudient. Ils sont au total 86 géographes dans ce cas. La notice de chacun a été examinée sans a priori et en privilégiant

une méthode inductive de façon à mettre en évidence les mots clés les plus souvent associés à celui de développement durable. Outre le qualificatif de «rural» (contenu par exemple dans les thèmes «aménagement rural» «développement rural» «paysage rural» que nous n'avions pas repérés dans notre première approche), sont apparus les mots clés «Gestion des ressources (naturelles, renouvelables, de l'eau» (21 mentions), «Paysage» (17 mentions), «Protection de la nature» (15 mentions), «Système spatial/Modélisation/SIG» (12 mentions), «Tourisme» (12 mentions), «Agriculture» (7 mentions), «Biogéographie Biodiversité» (6 mentions). Nous avons aussi relevé l'unité de recherche auquel chacun appartenait ainsi que la spécialité des géographes physiciens. En voici les principaux résultats:

— les géographes «ruraux forment le groupe le plus important en nombre

Le nombre de géographes ruraux identifiés par cette approche (36) est supérieur à celui repéré (21) par la première. En effet la lecture approfondie des notices montre qu'un certain nombre de géographes associe leur intérêt pour le DD avec des recherches qu'ils qualifient de «rurales» en dehors des termes que nous avons sélectionnés. Les 15 nouveaux ruralistes entrent notre champ d'étude parce qu'ils proposent —le plus souvent en les associant— les thèmes-clés de «Paysage rural» (7 mentions), «Foncier rural» (2), de «Structure agraire» ou «Agriculture» (4), d'«Aménagement rural» (11 mentions) toujours associé à celui de «développement rural» (11 mentions). Alors qu'ils ne se reconnaissent pas explicitement ni dans la branche «géographie rurale», ni par les concepts de «Société rurale» et d'«Espace Rural», ni autour du concept central du courant (3), l'«exploitation agricole», ils combinent le DD et la ruralité avec les autres concepts clés de «gestion des ressources» (4 mentions), de «Paysage» (4 mentions), de «Protection de la nature» (2 mentions) et même de «Tourisme». Deux de ces géographes se servent des «SIG» de la «CAO» et de l'«infographie» pour définir des indicateurs de fragilité écologique des «milieux naturels» objet de l'aménagement et du développement rural ou pour développer «un système expert de planification des ressources en eau au Burkina Faso». Il faut aussi remarquer que plusieurs d'entre eux signalent qu'ils étudient aussi des terrains urbains, l'aménagement urbain et les relations ville/campagne. Ainsi par cette approche il semble bien qu'il y ait un lien entre le fait d'adopter la terminologie du développement durable et la conception du rural comme un territoire dont l'aménagement et le développement durable se doit d'inclure la dimension naturelle et si possible sociale.

— le concept de gestion des ressources est central

Si l'on examine l'ensemble des géographes qui ont pris le tournant du DD en 1998 on ne peut que constater l'importance qu'ils accordent à la question de la «gouvernance»¹³ territoriale. 21 géographes traitent du DD parce qu'ils étudient la gestion de l'eau, des sols et du littoral (érosion), celle des ressources naturelles renouvelables ou non dont l'air, les politiques de lutte contre les conséquences de l'évolution du climat (sécheresses et désertification) voire le changement global (1 mention). Cette préoccupation pour le politique

13 Le mot n'est pas encore introduit dans l'index mais depuis son usage s'est considérablement étendu.

se traduit aussi par le choix du mot-clé «Protection de la nature» (15 mentions) qui définit un groupe qui ne recoupe pas toujours celui de «Gestion» étant plus tourné vers les questions de «Paysage» et de «belle nature» plutôt que par les problèmes d'environnement. En effet l'identification par le «Paysage», presque aussi importante en nombre (17 mentions) que celle de «gestion», lui est presque antinomique tandis qu'elle est presque toujours associée à celle de Protection de la nature. Tout se passe comme si il y avait d'un côté ceux qui traitent de la dimension idéelle et symbolique de la nature et ceux qui affrontent sa matérialité et les conséquences concrètes d'un développement non soutenable. En ce sens il n'est pas inutile de ramener à cette dernière orientation les 12 géographes qui sont venus au DD par le tourisme (et souvent l'insularité) car c'est aussi à partir des effets négatifs sur les milieux naturels investis par les touristes qu'ils s'orientent vers le problème de l'amélioration «durable» des politiques et du marché touristiques.

— certaines spécialités sont plus sensibles au DD.

La géographie physique constitue un groupe moins important que celui des ruralistes. Sur 86 géographes recensés, 24 seulement sont des physiciens. Ainsi, contrairement à ce que nous avons démontré au colloque national d'écologie urbaine en 1991¹⁴ à savoir que «les géographes qui affichent et revendiquent leur compétence en matière d'environnement sont en forte majorité des spécialistes de géographie physique» (Mathieu, 1992), ce sont incontestablement les géographes humains qui en 1998 déclarent majoritairement leur intérêt pour Le DD. On remarque même que 5 de ces physiciens se définissent aussi par la «Géographie humaine» et que certains ont la responsabilité de programmes interdisciplinaires auxquels participent des géographes «sociaux» et des sociologues. Mais même au sein de ces géographes physiciens certaines spécialités sont incontestablement plus sensibilisées à l'enjeu du développement durable: viennent en tête les biogéographes et les climatologues puis les spécialistes des sols et de l'érosion ainsi que des hydrosystèmes en particulier sur l'hydrologie marine, les littoraux et l'insularité. La lecture des notices montre aussi l'influence de certaines personnalités scientifiques qui impulsent une certaine vision «appliquée» ou d'«utilité sociale» du rapport entre géographie physique et environnement ou DD, et qui sont à l'origine d'unités de recherche où est pratiquée une certaine interdisciplinarité entre géographie physique et géographie humaine (Géode à Toulouse, Géolittomer à Nantes, CEREG à Strasbourg).

La spécialisation en «modélisation», «télé-détection», «Systèmes d'information géographique» et traitements graphiques constitue une filière quasi autonome pour intégrer la recherche sur le DD. Les 12 géographes modélisateurs comportent deux géographes physiciens, les géographes humains majoritaires se répartissant également entre ruralistes, urbains et milieux littoraux mais il n'y a jamais dans ce groupe de choix pour les autres thématiques qui sont pourtant propices au développement durable (Paysage, Protection de la nature, Agriculture et Tourisme).

14 Et qui semble confirmé par la première approche statistique reprenant dans les deux répertoires le mot-clé «Environnement».

En définitive cette deuxième approche qui positionne la géographie rurale dans l'ensemble des géographes concerné par le DD rend la «perspectiva francesa» plus claire. Elle souligne les relations qui existent entre tous les géographes ruraux du courant d'interface (6) dont la plupart ont publié dans *Les passeurs de frontières* (Jollivet, 1992) qu'ils soient physiciens ou humains. Leur position en faveur de l'interdisciplinarité et de l'étude des objets complexes anticipe celle à venir sur le DD. Ils publieront d'ailleurs dans *Le développement durable. De l'utopie au concept* (Jollivet, 2001).

Cette approche a aussi permis de distinguer le groupe spécifique des «modélisateurs» qui entrent dans le DD par le biais des méthodes et des outils avec pour conviction que les modèles et la modélisation rendent faisable l'articulation entre systèmes naturels et systèmes sociaux et permettent de construire les indicateurs, forcément complexes, du développement durable.

Enfin elle met en évidence que, sous l'engouement pour le DD, on trouve le besoin de renouveler une «géographie appliquée» toujours soucieuse de la gestion de territoires. En somme le travail fait sur les Répertoires nous achemine peu à peu vers une typologie des attitudes scientifiques face au développement durable.

2. Postures scientifiques et types de réaction au DD dans la géographie rurale française

Il 'agit maintenant de tenter d'établir une typologie des attitudes cognitives des géographes ruraux français confrontés à l'utopie politique du développement durable; et de répondre à notre question de départ: y a-t-il une relation entre la posture scientifique des géographes ruraux adoptée face au développement durable et le courant théorique auquel ils appartenaient au début des années 90?.

Pour ce faire nous pourrions poursuivre l'analyse statistique de notre corpus de géographes d'environ 400 noms, en affectant à chacun d'entre eux le numéro du courant que nous avons distingué au départ en nous fondant sur la pensée de leurs «leaders» connus par leurs écrits, leurs enseignements, leurs affiliations (49 noms cités). Mais n'y a-t-il pas une inadéquation entre l'importance de cet exercice, qui, en plus, ne peut éviter un côté arbitraire, et le résultat que nous en attendons. L'analyse statistique nous a ouvert des pistes de réflexion mais il est nécessaire d'aller plus loin. En définitive nous avons opté pour une démarche hybride mêlant les apports inductifs des résultats chiffrés obtenus précédemment ainsi que ceux dus à une longue fréquentation des notices biographiques à l'effort de construction hypothético-déductive de «cas-types» représentant les principales figures et attitudes qu'il est possible d'identifier à partir d'un état des lieux des publications de géographie rurale récentes en rapport avec la thématique des politiques de développement durable ainsi que par une analyse de leurs fondements théoriques.

Le développement durable est une question en débat. L'enjeu cognitif et pratique est trop fort pour laisser les géographes indifférents. Depuis une dizaine d'années, la pression de cette «commande» relative au développement durable a généré des positions affrontées, qui se traduisent dans des postures théoriques et dans des pratiques diversifiées.

C'est en partant de ce fil que nous construirons la typologie des réactions: le DD est-il ou non un «événement scientifique»? Suscite-t-il chez certains de l'indifférence ou le rejet? N'est-il qu'une opportunité d'inscrire ses recherches dans la «demande sociale» et aussi dans

la «commande»? Conduit-il certains à une rupture théorique, à un effort de déplacement sur de nouveaux objets et de nouvelles méthodes? Considère-t-on que la discipline géographique puisse à elle seule instruire les connaissances scientifiques indispensables pour engager le politique dans la conciliation des objectifs d'équité sociale, de développement économique et de préservation des ressources renouvelables et de l'environnement? Les géographes ruraux s'engagent-ils dans l'interdisciplinarité et avec quelles pratiques?

Dès lors nous pouvons distinguer:

A. Attitude 1: rarement le rejet mais plutôt l'indifférence

On ne trouve pas chez les géographes ruraux d'aujourd'hui la réticence qui s'est particulièrement manifestée au sein de *L'espace Géographique* où ils sont d'ailleurs peu représentés. Ainsi P. Pelletier, membre de ce comité de rédaction, spécialiste du «Système monde» et de l'«Espace social urbain», dénonce le DD comme une notion trop chargée d'idéologie, trop ancrée dans l'écologisme voire le biologisme (Pelletier, 1993). Pour Roger Brunet, il faudrait en renverser les priorités en soulignant l'urgence d'un développement social et la nécessité d'un contrôle collectif de la croissance. Fustigeant le conservatisme ou les cynismes qui se réfugient derrière l'injonction de gérer durablement la nature, ils soulignent l'approfondissement des inégalités sociales à toutes les échelles du monde, tablent sur l'ampleur des capacités humaines d'innovation et insistent en spécialistes sur la nécessité d'une analyse multi-scalaire des questions de développement (Brunet, 1998).

Sauf défaut d'information, il me semble que ce point de vue critique, radical et argumenté sur le choix de l'homme et de la société plutôt que de la nature, n'a pas cours dans la «communauté» des ruralistes. Ou plutôt, ceux qui s'intéressent à la pauvreté et à l'exclusion sociale en milieu rural (C. Balley, P. Lenormand) ne sont pas loin de penser à une «imposture» politique mais, pour ne pas être péremptoire et pour laisser une chance à l'utopie, ils ne s'expriment pas publiquement, dans une publication. L'attitude qui domine encore la géographie rurale de cette première décennie du nouveau siècle, est plutôt celle de l'indifférence.

Ce désintérêt pour le DD domine presque tous les courants (à l'exception du courant interdisciplinaire), mais plus particulièrement les courants de géographie sociale et culturelle (1) ainsi que de la géographie agricole et agroalimentaire, voire même la géographie rurale critique, ceci non seulement parce que les «anciens» tiennent à maintenir sur le devant de la scène scientifique les spécialités qu'ils ont construites (par exemple sur les paysages ruraux, les produits de terroir mais aussi la mobilité spatiale ville/campagne, etc.), mais parce que les jeunes générations privilégient la spécialisation thématique qui leur donne une identité distincte. La conviction que l'innovation se produit par application à un objet bien ciblé d'une théorie confirmée les rend insensibles à l'idée même de complexité qu'implique la notion de développement durable.

B. Attitude 2: une adoption qui va de soi ne bouleversant ni les concepts ni les pratiques scientifiques antérieures

Une partie des géographes ruraux se montre favorable à l'usage de la notion, selon des modalités différentes mais qui toutes procèdent de son intégration quasi «naturelle» sans véritable distance critique, ni par rapport à la nouvelle idéologie, ni par rapport aux nouvelles pratiques scientifiques qu'elle implique.

Quelques uns se saisissent de l'actualité pour tenter de conforter leur choix théorique. Ainsi dans le récent livre *Les acteurs, ces oubliés du territoire* où on retrouve E. Roux comme co-auteur (Gumuchian et al., 2003), la question du «développement durable et territoire» n'est introduite que parce qu'elle rend «particulièrement lisible l'articulation "acteur/territoire"» (p. 119) qui construit les concepts majeurs de cette géographie: «l'acteur territorial» «l'acteur territorialisé» et «les ressources territoriales». Les deux exemples évoqués (l'application de la directive Habitats en Ardèche et un quartier durable de Montréal) sont certes du ressort du DD, mais dans une seule de ses dimensions, et ne servent qu'à illustrer la théorie du projet territorial mobilisant les acteurs à différentes échelles territoriales.

Du côté de la pratique de recherche, l'engagement des géographes ruraux dans le champ du développement durable relève parfois d'un certain opportunisme. Comme d'ailleurs dans l'ensemble de la géographie (Robic, Mathieu, 2001), on retrouve alors des stratégies qui ont eu cours lors de l'émergence des politiques environnementales comme, sans doute, lors de l'apparition de la politique d'aménagement du territoire. Le phénomène le plus massif consiste en une introduction subreptice du terme de durable dans la langue scientifique, qui connaît un glissement, une transformation moins sémantique que lexicale, dans le droit fil de la commande politique. Qu'ils proviennent du courant de géographie agricole (3), de ruralistes du courant (4), voire de ruralistes du courant traditionnel ralliés à ce courant critique, plus rarement de modélisateurs (5), l'ajustement à la demande de recherche ne repose pas alors sur une réévaluation des outils ou de la démarche, mais sur le recyclage des savoir-faire classiques accompagné d'une éventuelle dramatisation des relations hommes-nature, le tout assorti de l'adoption du vocabulaire de l'action et, par exemple, de l'infléchissement des investigations en direction des «risques» naturels. Parmi les nombreux exemples de ces pratiques, on retiendra l'association admise sans grande distance entre qualité et durabilité (Laurens, 1999) ou entre «agricultures durables et développement durable des territoires ruraux en France» (Charvet et al. 2004) ainsi que le changement significatif de titre de la commission «rurale» de l'union géographique internationale (UGI) devenu «sustainable rural systems» («systèmes ruraux durables») en 1994.

Le numéro spécial de *Historiens et Géographes* édité pour le congrès 2004 de l'UGI par le Comité National Français de Géographie (Miossec et al., 2004) est particulièrement exemplaire de ce «relookage» d'une géographie tout à fait classique par les habits neufs du développement durable. Sans entrer dans l'article introductif exclusivement rédigée par des géographes physiciens et en n'évoquant pas pour notre démonstration les articles qui portent sur la «ville durable», le «tourisme durable», «l'exploitation durable des ressources vivantes de l'océan», voire «climatologie et développement durable» qui sont pourtant tous démonstratifs de cette appropriation sectorielle et sans discontinuité théorique ou méthodologique du qualificatif de durable, il suffit pour caractériser cette attitude sans réflexivité présente chez

certains géographes ruraux d'analyser les deux articles qui portent sur la forêt (Arnould, Clément, 2004) et sur l'agriculture (Charvet et al. 2004). L'un comme l'autre postulent une équivalence entre adjoindre le qualificatif de durable à leur objet d'étude et démontrer leur compétence scientifique sur le sujet. Décrire les textes législatifs et les discours qui portent sur ces objets, évoquer les difficultés à bâtir des indicateurs de développement durable voire à en intégrer les différentes dimensions suffit aux auteurs pour considérer qu'ils ont traité le sujet d'un point de vue géographique et des territoires, voire que les objectifs de durabilité de leurs objets d'étude peuvent être atteints. Les uns et les autres sont convaincus qu'un bon état des lieux faits par des géographes, seuls, produit des connaissances scientifiques suffisantes pour évaluer la durabilité de leur territoire de compétence. Avec leur seule expérience des forêts et des agricultures et des territoires ruraux, ils peuvent traiter de leur dimension matérielle et physique, de leur dimension économique et de leur dimension sociale. Le croisement des points de vue, la pratique de l'interdisciplinarité, même entre géographes «physiciens» et «sociaux», n'est pas une nécessité. Il suffit, comme c'est le cas dans ce numéro, de donner la parole à un philosophe, à un sociologue, à un économiste, à une juriste et à un jeune historien, fervent adepte de *Pour une histoire de l'environnement* qui croit naïvement à la «convergence des préoccupations» entre «écohistoire et développement durable».

L'attitude 2 se caractérise donc principalement par une acceptation du changement de vocabulaire que l'idéologie politique impose mais sans que celle-ci ne produise aucun changement profond de la trajectoire scientifique proprement dite. L'intégration dans la thématique de recherche de la question environnementale, l'analyse des effets territoriaux des mesures européennes agri-environnementales (Fruit, 1998), la critique incantatoire des politiques publiques en direction des «milieux sensibles», (Rossi, 1999, 2000) comme l'application des outils cartographiques et des SIG pour comparer les politiques environnementales en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, ne constituent ni un renouvellement de la géographie rurale, ni une réponse pertinente aux questions scientifiques que pose l'enjeu territorial de conciliation des trois piliers du Développement durable.

Pourtant, ce qui se passe dans la géographie rurale des espaces et des sociétés africaines et d'Amérique Latine (en particulier brésilienne) (courant 2) est plus difficile à interpréter. Non pas que ne s'y rencontrent pas des exemples caractéristiques de la posture que nous venons d'analyser: en fait preuve l'article de Roland Pourtier (Pourtier, 2004) créant le néologisme de «rurable» pour justifier du fait que la géographie qui traite de la «géodiversité», du rapport systémique local/mondial et de la dynamique des territoires, se trouve être naturellement au centre de la mise en œuvre du développement durable. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, (Robic, Mathieu, 2001) «c'est incontestablement dans l'exploration des rapports entre les milieux naturels tropicaux et des sociétés encore majoritairement rurales que les recherches géographiques ont été les plus proches de cette double sensibilité au gaspillage des ressources et à l'inégalité sociale... Les recherches géographiques dites tropicales et surtout les recherches en géographie du développement ont été parmi les plus fécondes en observations liant ressources et développement, critiquant la «modernité» aveugle dans ses conséquences sur la dégradation des milieux (déforestation, désertification sahélienne par exemple) et sur des processus inégalitaires (paupérisation, migrations de réfugiés, maladies épidémiques etc.)» Les géographes ruralistes du courant 2 dont beaucoup firent partie de l'ORSTOM et maintenant de l'IRD, combinant une sensibilité écologique à une sensibilité

anthropologique, portant une attention privilégiée de géographes ruralistes pour les rapports des sociétés avec des milieux naturels (Blanc-Pamard, 1991) ont construit une démarche qui prépare incontestablement la jeune génération à la problématique du DD.

Les efforts faits pour analyser les rapports entre processus sociaux —les paysans pauvres ou sans terre par exemple— et processus écologiques —dégradation de la forêt et de la biodiversité, droits de propriété et savoirs locaux, etc.—, entre l'agriculture familiale et l'agriculture durable (Albaladejo, 2001; Arnauld de Sartre, 2003) l'attention portée sur les problèmes de santé liés à l'environnement, plaident en faveur d'une caractérisation plus complexe des réactions scientifiques de ces ruralistes face au DD. Sans doute parce que la question du «développement» a toujours été au cœur de ce courant lui-même très proche des agronomes et des anthropologues, une certaine continuité théorique n'est pas contradictoire avec une intégration «sérieuse» de la nouvelle utopie dont on sait d'emblée les impossibilités de mise en œuvre. D'ailleurs C. Blanc-Pamard, l'héritière de Sautter et de Pélissier et qui est en un sens le chef de file de ce courant ruraliste, ne préconise-t-elle pas «Une alliance de disciplines sur une question environnementale: la déforestation en forêt des Mikéa (S-O de Madagascar)» (Blanc-Pamard et al., 2005)? Cette posture scientifique est à la charnière avec l'attitude suivante.

C. Posture 3: prendre l'utopie politique à la lettre pour produire un nouveau mode de connaissance scientifique

La position de ces géographes ruralistes¹⁵ repose, dans son essence, sur l'hypothèse de l'existence, voire de la nécessité, d'une discontinuité dans la pratique des sciences, lorsque celles-ci sont soumises à des régulations nouvelles, d'origine essentiellement exogène et non plus d'ordre académique (Gibbons, 1994). Le courant (6) trouve précisément son point de départ dans la conscience du nécessaire déplacement théorique et paradigmatique que la question sociale de l'environnement ouvre. Rappelons l'exceptionnel travail d'analyse pour passer *Du rural à l'environnement* qui s'est développé au cours des programmes interdisciplinaires menés depuis vingt-cinq ans (entre autres Cadoret, 1986; Fabiani, 1989 et 1995; Mathieu, Jollivet, 1989; Jollivet, 1992). Or, pour ce même courant, la question du développement durable, non seulement ne peut se résumer à celle de l'environnement sur laquelle un effort considérable a pourtant été fait, mais elle introduit un nouveau problème théorique à résoudre et accentue par là même le contexte de rupture dans l'histoire des sciences, et en ce qui nous concerne de la géographie.

Certes il ne s'agit pas de reléguer les acquis de cette première période de déplacement théorique. En effet, sans recourir expressément au concept de développement durable, les géographes ruraux qui ont préconisé, face à l'idéologie politique de l'environnement, la réévaluation des relations (ou interactions) sociétés-natures et l'interdisciplinarité entre sciences sociales et sciences de la nature et, en particulier, celle interne entre géographie

15 Qui partagent cette posture théorique non seulement avec des géographes spécialistes de différents milieux (urbains, périurbains, halieutiques et littoraux, forestiers...) mais aussi avec des scientifiques de diverses disciplines naturalistes et de sciences sociales (Cf. le courant interdisciplinaire représenté par la revue *Natures Sciences Sociétés*).

physique, géographie humaine et analyse spatiale, ont délibérément choisi un type d'approche plus frontal, plus volontariste sur le plan intellectuel. En tentant de s'affronter aux nouveaux enjeux sociaux qui accompagnent son émergence, ils ont mis au centre de leur pratique scientifique la production d'objets et dispositifs de recherche originaux qui pourraient donc, dans le nouveau contexte, s'inscrire comme acquis partiels dans une production de connaissances qui est loin d'être aboutie.

La posture 3 se caractérise donc par une attitude paradoxale qui consiste à poser comme impératives pour la progression pertinente des connaissances scientifiques socialement utiles, et la discontinuité et la continuité.

Il s'agit donc, d'abord, de réévaluer, du point de vue de leur pertinence par rapport à la problématique du DD, un certain nombre d'acquis des recherches «environnementales» aux quelles ces géographes ruralistes ont participé.

— Observer et analyser conjointement des spatialités et des temporalités

Presque toujours sous l'influence de P. Pinchemel (Pinchemel et Pinchemel, 1988) et pour certain d'entre eux de G. Bertrand (1968, 1992), les géographes ruraux de ce courant affirment la valeur, pour les recherches sur l'environnement comme pour celles sur le DD de l'usage de catégories spatiales —espace géographique, territoire et milieu se déclinant d'ailleurs entre autres par celles de rural et d'urbain— parce qu'elles renvoient au double processus de l'«humanisation de la nature» et par la «mise en espace» (Pinchemel, *ibid.*). De même que le concept de paysage, toujours à revisiter, elles permettent de rompre avec la division nature/société incompatible avec l'objectif de ces recherches.

Dans cette posture théorique s'impose l'idée que l'espace n'est pas un contenant, qu'il n'est pas le cadre du développement, mais qu'il est produit en permanence dans des interactions sociales, de telle sorte que l'espace géographique ne peut se définir comme une collection de lieux mais comme un système de lieux en interdépendance, configuré à chaque fois par les phénomènes qui le produisent. Elle invite à réinscrire cette intuition ancienne de la «situation géographique» comme base de l'appréhension du développement: celui-ci ne se joue pas qu'en un lieu; il est engagé obligatoirement dans des interactions multiples avec d'autres lieux, appréhendables au niveau mondial comme à toute une gamme d'échelles allant du local au planétaire, en des rapports de domination ou de concurrence qui signifient conflits, choix collectifs, arbitrages. Elle permet de réaffirmer l'urgence d'une définition précise des aires de pertinence de tel ou tel problème, soit en fonction des échelles, soit par la considération des discontinuités ou barrières spatiales, soit par l'évaluation des vrais «territoires sociaux» pertinents en terme de vulnérabilité, d'impact, de sensibilité au changement etc.

L'analyse des temporalités est au centre des recherches rurales menées par ce courant (cf. Muxart et al., 1992) qui a rompu avec une idéologie valorisant les «équilibres» et les «permanences». Ces avancées ne doivent toutefois pas cacher combien il reste difficile d'articuler des temporalités aussi distinctes que celles caractérisant les systèmes naturels et les systèmes sociaux. Il n'empêche que là aussi, ces géographes développent des tentatives intéressantes pour penser l'incorporation du temps dans l'analyse de cas géographiques particuliers, rompant avec l'usage paresseux de la «causalité historique». Dans leur

développement récent, des recherches sur la gestion écologique de ressources fourragères et d'un paysage ouvert de pelouse sèche, font aussi des propositions pour articuler les temporalités de la nature et celles de la société (Cohen et al., 1997a; Cohen et al., 1997b; Mathieu, 1997). S'accordant pour refuser les histoires linéaires de l'environnement et du paysage qui ne construisent que des moments artificiels d'articulation entre les temps de la nature et ceux de la société, elles leur opposent une démarche de confrontation des dynamiques naturelles et sociales par va et vient entre des modélisations partielles et les données expérimentales jusqu'à ce que, par réitérations, le poids respectif des événements naturels et des pratiques passées et actuelles soit identifié et hiérarchisé. Ainsi sont mises à découvert de nouvelles temporalités (celles de la nature pouvant être plus courtes que celles du système social), un «temps trouvé», qui est celui du phénomène étudié «entre» le naturel et le social.

Ce souci d'articuler spatialité et temporalité, faits minutieusement situés, localisés à différentes échelles, et processus inscrits dans plusieurs durées est évidemment un point qu'il faut non seulement garder mais aussi développer pour affronter les problématiques scientifiques liées au DD.

— modéliser les interactions sociétés-natures et pratiquer l'interdisciplinarité

Il est important de signaler que les géographes engagés dans cette posture ne prétendent, en aucun cas, faire de l'approche géographique des relations entre systèmes naturels et systèmes sociaux un point de départ pour les autres disciplines. Même si elles sont exposées par des géographes, elles s'inscrivent expressément dans le choix de l'interdisciplinarité et de la complexité (Legay, 1997; 2004) et engagent des pratiques dans lesquelles la géographie est une discipline parmi les autres. Ce parti pris théorique, issu de la prise de conscience que la question de l'environnement exigeait une discontinuité dans les modes de connaissance, garde toute sa valeur heuristique pour passer «de l'environnement au développement durable».

En effet, comme dans les recherches sur l'observatoire Causses/Cévennes (Jollivet, Mathieu, 1983; Mathieu, 1987) où l'enjeu était d'aborder sur un mode scientifique (instruire scientifiquement) la question posée par la mise en œuvre d'une «gestion écologique», le nouvel enjeu scientifique, comprendre comment peuvent se concilier «la durabilité écologique, la viabilité économique et l'équité sociale», implique une nécessaire mise à plat des théories et des méthodes habituelles et l'exploration, voire l'invention, de concepts rendant compte des interactions entre champs hétérogènes que sont les systèmes naturels, techniques et sociaux.

Le premier principe est de se donner d'emblée l'objectif de construire un objet commun qui soit un objet mixte —un macro-objet— c'est à dire dans lequel ni en soi, ni donc pour les géographes qui en traitent, les dimensions naturalistes souvent dites «matérielles» et les dimensions sociales (représentations/pratiques, conflits/pouvoirs, appropriation/exclusion) ne peuvent être dissociées. Mais pour que cet objet mixte fait de territorialité (s), de ressource(s) et de (temporalité(s) réponde à l'enjeu de l'utopie politique, il est nécessaire qu'il soit traité comme un problème (ou un ensemble de problèmes) dont il faut démêler le système de causalités complexes et évaluer les possibilités d'évolution vers des solutions conciliant des objectifs souvent contradictoires, voire incompatibles entre eux.

Instruire le développement durable c'est donc pour les nouveaux chefs de file (Muxart et Guerrini, dans les recherches du Piren Seine, in Meybeck et al., 1998; Barrué-Pastor, 2004; Cohen et al., 1997c, 2003; Mathieu, Guermont, 2005) comme pour la jeune génération (Delahaye et al., 1999; Cartier, 1999, 2002; Soulard, 1999, 2005) le parti pris de construire l'interrogation sur les rapports sociétés/natures autour d'un problème, en l'occurrence un «problème d'environnement», porteur d'un risque de non durabilité dans tous les sens de ce terme. Ce problème: l'embroussaillage d'un causse (le causse méjan) dont *La brousse et le berger. Une approche interdisciplinaire de l'embroussaillage des parcours* (Cohen, 2003) qui pose celui plus général du contrôle (de la gestion) des interactions, sur un milieu donné, entre pratiques humaines et dynamiques naturelles; la pollution des eaux par les agriculteurs (Muxart et Guerrini, in Meybeck, 1998; Soulard, 2005) qui mettent l'accent sur la nécessité d'une connaissance fine et exacte des relations entre pratiques territoriales et processus physiques; les processus d'érosion du sol et d'inondation conséquente en lien avec les pratiques agricoles dans le Pays de Caux devenu un laboratoire expérimental pour construire une *Gestion concertée du ruissellement érosif dans les espaces agricoles des plateaux de grande culture* (Gaillard, 2004) et ainsi de lutter contre la *Crise de la solidarité face aux risques naturels* (Cartier, 2002), est la base sur laquelle se construit l'objet commun de recherche qui implique les sciences de la nature et les sciences sociales, la géographie physique et la géographie humaine.

Prenons l'exemple de la recherche coordonnée par la géographe rurale M. Barrué-Pastor (2004). Plutôt que d'utiliser un modèle général des interactions entre les compartiments naturels techniques et sociaux sur lequel reposait théoriquement la «gestion écologique» des forêts naturelles à forte biodiversité du Chili, le travail collectif s'est appliqué à construire un «modèle heuristique de recherche» autour d'un objet de recherche «la forêt originelle comme bien public» impliquant nécessairement l'analyse des interactions entre dynamiques de la végétation et requalification des ressources, dynamiques des systèmes techniques et dynamiques des représentations et des pratiques sociales (politiques publiques. Cette indissociabilité de la matérialité (végétation, caractères biochimiques de l'eau, topographie/ruissellement/sols emportés...) et des représentations et pratiques sociales est aussi caractéristique de la construction du problème des eaux souterraines dans la recherche de C. Soulard (1999, 2005). Ce qui le conduit à centrer son analyse sur le territoire concret correspondant aux pratiques des agriculteurs enquêtés.

D'où le deuxième principe commun, le recours à une territorialisation des processus, que ceux-ci soient propres au site (endogène, local), ou qu'ils renvoient à une situation (exogène, globale). La nécessité d'utiliser une méthodologie permettant de confronter des données de nature et de temporalité intrinsèquement différentes voire inconciliables, conduit à privilégier l'approche par «sites», lieux communs à toutes les disciplines dans le cas du Méjan (aux biogéographes et géomorphologues comme aux agronomes et aux géographes ruraux), dans lesquels sont collectés et traités l'ensemble des variables et où sont testées les hypothèses issues des différentes disciplines jusqu'à la modélisation des interactions entre les variables ainsi que leur hiérarchisation. Dans le cas de la pollution agricole, qui est diffuse, invisible dans le paysage et par conséquent difficile à localiser, l'essentiel du travail a consisté à construire les espaces du problème en confrontant les conceptions différentes de l'espace jugé, par les acteurs, pertinent pour agir, à l'inscription matérielle de la pollution dans l'espace. Cet

espace pertinent pour articuler localement l'activité agricole et le problème de la pollution des eaux se définit par niveau d'organisation emboîtés jusqu'au niveau le plus fin, celui de la parcelle, où sont co-localisés les pratiques des agriculteurs, leurs savoirs et représentations du milieu naturel et les caractéristiques physiques, d'ailleurs mouvantes, des sols. Dans ces recherches comme dans celle sur les processus érosifs, on constate l'importance accordée à la localisation ou co-localisation des processus de natures et de temporalités hétérogènes pour identifier les interactions et les hiérarchiser, ce qui va de pair avec l'utilisation des méthodes de l'analyse spatiale déjà rodée à cet objectif (carroyage, SIG associé à des traitements statistiques simulations, etc.). L'usage de la modélisation (automates cellulaires et systèmes d'agents multiples (SMA) pour comprendre les interactions temporelles et spatiales du «problème de développement durable» et conjointement progresser dans les solutions «négociées» envisageables, donne lieu à des recherches particulièrement innovantes en Pays de Caux (Delahaye, 2002, 2005).

— pour une meilleure conceptualisation de la dimension sociale du DD et de son articulation avec la durabilité écologique

Ainsi les recherches auxquelles participent les géographes ruraux de ce courant ouvrent des voies pour la modélisation des interactions entre les systèmes biophysiques et sociaux. Du point de vue des préconisations dans le champ du développement durable, elles mettent en évidence l'importance d'un type de relation entre le matériel et l'idéal, désigné comme un «décalage» entre les représentations d'un problème et les pratiques qui l'engendrent ou prétendent y remédier. Porter attention à ces décalages, c'est remonter à l'origine de modes de gestion insoutenables en identifiant ce qui s'oppose à la prise de conscience des effets à long terme de pratiques pensées «durables». C'est aussi reconsidérer ce que sont aujourd'hui les savoirs de la nature, dans une société qui oppose encore le naturel au technique et à l'artifice.

Cependant force est de reconnaître que, sur certains points, ces pratiques sont encore tâtonnantes voire insuffisantes. Il en est ainsi de la conceptualisation de la dimension sociale du DD qui, le plus souvent en reste aux catégories générales: les éleveurs, les agriculteurs de grande culture... qui sont celles permettant le plus facilement de construire le modèle d'interaction qui prend appui sur le concept lui-même «mixte» de ressources. Même si le champ de recherche se limite aux problèmes posés par le groupe social des agriculteurs, qu'en est-il de l'analyse des catégories sociales qui le traverse (salariés agricoles, agriculteurs pauvres...) et de la place qu'on accorde à «l'équité sociale» dans les problèmes de «l'agriculture durable»? D'autre part, toujours si on se limite à la question de l'agriculture, comment tient-on compte des autres catégories sociales qui «partagent» ou cohabitent un territoire agricole? Comment tenir compte dans un territoire (à dominante agricole) dont on cherche à penser la durabilité, des habitants non agricoles qui pourtant ont aussi des représentations et des pratiques sur le milieu, sur le paysage? Peu de géographes ruraux, même s'ils commencent à être rompus aux pratiques interdisciplinaires, n'ont encore vraiment affronté ce que «ruralité durable» veut dire quand on inclut dans le problème toute la population qui «agit» sur la naturalité du territoire, qu'il s'agisse d'habitants permanents, de résidents temporaires (résidents secondaires, visiteurs de passage, touristes...) sans

compter les flux de population (et les pollutions conséquentes) qu'engendrent les réseaux de communication. L'évaluation dans le temps et l'espace, autour d'un problème (objet) commun, modélisant les interactions sociétés/natures de la durabilité d'un territoire rural est un vaste chantier encore largement ouvert. Il y a bien quelques propositions de méthodes: revenir au concept d'habitant et tester la valeur de celui, nouveau, de «mode d'habiter» (Mathieu, à paraître 2006), et ceci sans oublier le lien avec classe sociale et groupe social. Mais la production de résultats sur ce point dépend en grande partie de l'avenir dans la recherche française des recherches collectives interdisciplinaires sur le Développement durable. Instruire scientifiquement, dans toutes ses dimensions et ses contradictions l'utopie politique du développement rural durable suppose d'accepter pour la recherche un droit à l'expérimentation et au travail sur le long terme.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBALADEJO, C. (2001): A la recherche d'une agriculture «durable» sur les fronts pionniers: les processus de sédentarisation d'une agriculture familiale en Amazonie et en Argentine, *Natures Sciences Sociétés*, vol 9, 2, pp. 29-43.
- ARNAULD DE SARTRE, X. (2003): Agriculture familiale en front pionnier amazonien: la sédentarisation en question, *Natures Sciences Sociétés*, vol 11, 2, pp. 158-168.
- ARNOULD, P., CLÉMENT, V. (2004): Forêts et développement durable. De l'impératif de la durabilité à la question controversée des indicateurs, *Historiens et Géographes*, n° 187, pp. 163-174.
- AURIAC, F. (1979): *Système économique et espace : un exemple en Languedoc*, Paris, Ed. Economica, Paris.
- BAILLY, A., BEGUIN, H. (1995): *Introduction à la géographie humaine*, Paris, Masson, 192 p. (5ème édition).
- BAILLY, A., FERRAS, R., PUMAIN, D. (Dir.) (1992): *Encyclopédie de la géographie*, Ed. Economica, Paris.
- BARRUÉ-PASTOR, M., ED. (2004): *Forêts et développement durable au Chili. Indianité mapuche et mondialisation*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse.
- BARTHÉLÉMY, T., WEBER, F. (1989): *Les campagnes à livre ouvert. Regards sur la France rurale des années trente*, Paris, Ed. EHESS.
- BERQUE, A. (1986): *Le sauvage et l'artifice. Les japonais devant la nature*. Paris, Gallimard.
- BERTRAND, G. (1968): Paysage et géographie physique globale. Esquisse méthodologique, *Revue des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 3, p. 249-272.
- BERTRAND, G. (1975): Pour une histoire écologique de la France rurale, pp. 37-111, in Georges DUBY dir., *Histoire de la France rurale*, t. 1, Paris, Ed. du Seuil.
- BERTRAND, G. (1991): La nature en géographie : un paradigme d'interface, *Géodoc*, n° 34, 16 p.
- BERTRAND, G., BERTRAND, C. (1992): La Géographie et les sciences de la nature, p. 109-127 in Bailly, A.S., Ferras, R., Pumain, D. dir., *Encyclopédie de la géographie*, Paris, Economica, 1132 p.

- BLANC, N., MATHIEU, N. (1996): «Repenser l'effacement de la nature dans la ville», *Le Courrier du CNRS (Villes)*, 82, 105-107.
- BLANC-PAMARD, C. (1979): *Un jeu écologique différentiel: les communautés rurales du contact forêt savane au fond du «V Baoulé» (Côte d'Ivoire)*, Paris, ORSTOM, 313 p. (Collection Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 107).
- BLANC-PAMARD, C. (Dir.) (1991): *Histoire de géographes*, Paris, Ed. du CNRS, 128 p.
- BLANC-PAMARD, C., MILLEVILLE, P., GROUZIS, M., LASRY, FL., RAZANAKA, S. (2005): Une alliance de disciplines sur une question environnementale: la déforestation des Mikea (Sud-Ouest de Madagascar), *Natures Sciences Sociétés*, vol 13, 1, pp.7-20.
- BONNAMOUR, J. (1966): *Le Morvan, la terre et les hommes. Essai de géographie agricole*, Thèse d'Etat, 454 p.
- BONNAMOUR, J. (1973): *Géographie rurale, méthodes et perspectives*, Paris Masson, 168 p.
- BONNAMOUR, J. (1993): *Géographie rurale. Position et méthode*, Paris Masson, 134 p.
- BRUNET, P. (1960): *Structure agraire et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise*, Thèse d'Etat, 552 p.
- BRUNET, R. (1998): Le développement durable en haut de l'échelle, Conférence, *Congrès national des Ingénieurs des Villes de France*, Montpellier, 28-30 mai 1997.
- CADORET, A. (Dir.) (1986): *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan.
- CALMÈS, R., DURAND-DASTÈS F. et al. (1978): *L'espace rural français*, Paris, Masson.
- CARTIER, S. (1999): *Entre recours à l'Etat et recours au marché, Principes de solidarité face au risque de ruissellement érosif en Pays de Caux*, Nanterre, CNRS-Ladyss/INRA-Sad, Thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Nicole Eizner, 543 p. 87 p. annexes.
- CARTIER, S. (2002): *Chronique d'un déluge annoncé. Crise de la solidarité face aux risques naturels*, Grasset, Paris. Chapuis, R., Brossard, T., 1986, *Les ruraux français*, Paris, Masson, 228 p.
- CHAPUIS, R. (1995): La géographie agraire et la géographie rurale, in A Bailly et al., *Les concepts de la géographie humaine*, Paris Masson, pp. 117-128, (3ième édition).
- CHARVET, J. P., CROIX, N., DIRY, J. P. (2004): Agricultures durables et développement durable des territoires ruraux en France, *Historiens et Géographes*, n° 187, pp. 217-230.
- CMED (1989): *Notre avenir à tous*. Ed. du Fleuve, Montréal.
- COHEN M., ALEXANDRE F., et al. (1997): «Les temporalités dans l'environnement: une opportunité de dialogue interdisciplinaire» in *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Géode, CNRS, Tome 2, p. 59-69.
- COHEN, M., ALEXANDRE F. (1997): Embroussaillement, pratiques et représentations sociales: une recherche de corrélations. L'exemple des territoires de Rieisse et Rouveret (Causse Méjean, Lozère), *Natures Sciences Sociétés*, vol. 5, n° 1, p. 31-44.
- COHEN, M. (Coord.) (2003): *La brousse et le berger. Une approche interdisciplinaire de l'embroussaillement des parcours*, Editions du CNRS, Paris.
- COHEN, M., MATHIEU, N., ALEXANDRE, F. (1997): Modeling interactions between biophysical and social systems: the example of dynamics of vegetation in Causse Méjan, France, *Cybergéo*, (communication au 10th European Colloquium on Theoretical and Quantitative Geography, September 6-10, 1997, Rostock, Germany).

- DEFFONTAINES, J-P., MATHIEU, N. (2002): Le territoire face à l'enjeu du développement durable, *Natures Sciences Sociétés*, 4, éditorial.
- DELAHAYE, D. (2002): *Apport de l'analyse spatiale en Géomorphologie. Modélisation et approche multiscalaire des risques*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université de Rouen, 471.p.
- DELAHAYE, D. (2005): Modélisation d'un système spatial complexe; le bassin versant, in Guérmond, Y. *Modélisations en géographie: déterminismes et complexités*, Editions Hermès, pp.
- DELAHAYE, D., PAPY, F., CARTIER, S. (1999): *Cartographie, Evaluation économique et dispositifs administratifs comme instruments d'une appropriation et d'une organisation collective du risque de ruissellement érosif*, Paris/Rouen, MTG/Inra Sad Ile de France, 20 p. (Réponse à l'appel d'offre EPR «Evaluation, prévention des risques».
- DRAIN, M. (1975): *Les campagnes de la province de Séville*, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris IV, 3 vol.
- FABIANI, J.-L. (1989): «La nature, l'action publique et la régulation sociale», p. 195-208 in Mathieu N., Jollivet M. (dir.), *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Paris, ARF Editions/L'Harmattan.
- FABIANI, J.-L. (1995): «Les recréateurs de la nature. Enjeu et justification d'une pratique paradoxale», *Natures-Sciences-Sociétés*, Hors-série, p. 84-92.
- FEL, A. (1962): *Les Hautes Terres du Massif Central français, tradition paysanne et économie agraire*, Thèse d'Etat, 340 p.
- FRUIT, J. P. (1998): Les opérations locales agri-environnementales dans l'espace français et dans la vallée de la Seine normande in Croix, N., dir., *Environnement et nature dans les campagnes*, Rennes, PUR, pp. 57-70.
- GAILLARD, D. (2004): *Gestion concertée du ruissellement érosif dans les espaces agricoles des plateaux de grande culture. Analyse spatiale, approche socio-économique et mise en place d'une dynamique collective d'aménagement. Exemple de la Seine-Maritime*, Thèse de doctorat sous la direction de Daniel Delahaye, Rouen, 364 p.
- GIBBONS M. (Ed.), (1994): *The new production of knowledge, The dynamic of Science and Research in Contemporary Societies*, Sage, Londres.
- GODARD, O. (2001): «Le développement durable et la recherche scientifique, ou la difficile conciliation des logiques de l'action et de la connaissance», in Jollivet, M., Ed., *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo, pp. 61-81.
- GOUROU, P. (1936): *Les paysans du delta tonkinois. Etude de géographie humaine*, Paris, Edit. d'Art et d'Histoire.
- GOUROU, P. (1973): *Pour une géographie humaine*, Paris, Flammarion, 388 p.
- GUERMOND, Y. (1979): *Le système de différenciation spatiale en agriculture : la France de l'Ouest de 1950 à 1975*, Paris, Champion.
- GUMUCHIAN, H., GRASSET, E., LAJARGE., ROUX, E. (2003): *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthopos.
- JOLLIVET, M. (2001): «Le développement durable, notion de recherche et catégorie de l'action. Canevas pour une problématique hybride», in Jollivet, M., Ed., *Le développement*

- durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo, pp. 97-116.
- JOLLIVET, M. (Ed.) (1992): *Sciences de la nature, sciences de la société, les passeurs de frontières*, Paris, Editions du CNRS.
- JOLLIVET, M. (Ed.) (2001): *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo.
- JOLLIVET, M., MATHIEU, N. (1983): *Eléments pour une approche en termes de gestion écologique d'une zone fragile: le causse Méjan*, in Jollivet, M. Ed., *Rapport scientifique Piren 1981-1982*, vol II, Groupe de recherche sociologique, Nanterre, pp. 27-54.
- JUILLARD, E. (1953): *La vie rurale dans la plaine de Basse Alsace, essai de géographie sociale*, Thèse d'Etat, 582 p.
- JUILLARD, E. (1961): *L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale, Etudes rurales*, n° 1.
- KAYSER, B. (1990): *La renaissance rurale, Sociologie des campagnes occidentales*, Paris, Armand Colin, 316 p.
- LAURENS, L. (1999): *Les nouvelles orientations du développement local, environnement et qualité en espace rural fragile*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université de Paris I, 443 p.
- LEGAY, J.M. (1997): *L'expérience et le modèle. Un discours sur la méthode*, Paris, Inra, 111 p.
- LEGAY, J.M. (2004): *L'interdisciplinarité vue et pratiquée par les chercheurs en Sciences de la vie, Natures Sciences Sociétés*, vol 12, n° 1, pp. 63-74.
- LUGINBÜHL Y., MUXART T. (1998) «Place de la géographie dans les recherches sur l'environnement», *Lettre du Programme Environnement, Vie, Sociétés*, 17, p. 44-63.
- LUGINBÜHL, Y. (1989): *Paysages. Textes et représentations du paysage du Siècle des Lumières à nos jours*, La Manufacture, Paris.
- LUGINBÜHL, Y. (2001): *Les grands paysages de la Baie*, in *Dossier environnement*, journal de la Baie, pp. 18-19.
- MATHIEU N. (1987): «L'interdisciplinarité en question dans l'observatoire Causses-Cévennes». *Actes du colloque «Valorisation et maîtrise du territoire dans les montagnes sèches de l'Europe du Sud»*, Alès, 20 sept.-1er oct. 1987, *BSLG* 21, 3-4, 493-504.
- Mathieu, N. (1992): *L'environnement dans la géographie urbaine actuelle, diagnostic et perspective*, in *Actes du Colloque national d'Écologie urbaine*, Mions, 27-28 septembre 1991.- Lyon, Université Cl. Bernard, Lyon 2/IASBSE, pp. 124-131.
- MATHIEU, N. (1997): *Temps de l'histoire de l'environnement, temps des problèmes d'environnement: pour une théorisation des représentations et des constructions du temps dans les recherches interdisciplinaires en fonction de leur définition du concept d'environnement*, p. 117-122 in *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Géode, CNRS.
- MATHIEU, N. (1992): *Géographie et interdisciplinarité: rapport naturel ou rapport interdit?*, In: Jollivet, M., Ed, *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*, Paris, Editions du CNRS, p. 130-154.
- MATHIEU, N. (1996): *La géographie rurale en France, Géographes associés*, n° 18, pp. 31-37.

- MATHIEU, N. (1997): «French geography status in interdisciplinary research», in *Modelling space and networks, Progress in Theoretical and quantitative geography*, Einar HOLM (ed.), Gerum Kulturgeography, Umea Universitet, p. 325-342.
- MATHIEU, N. (1999): Interdisciplinarité interne, interdisciplinarité externe, quel intérêt heuristique pour la géographie: Réflexion à partir d'une confrontation de pratiques, in *Géographie(s) et langage(s) Interface, Représentation, Interdisciplinarité.*) *Actes du Colloque IUKB-IRI (UNIL) de Sion 1997*, Georges NICOLAS ed., 1999, Sion, Institut Universitaire Kurt BÖSCH/Société scientifique Eratosthène, pp. 65-82.
- MATHIEU, N. (2003): Instruire le concept de développement durable pour dépasser la contradiction Protection/Développement in *Campagnes et société. Fonctions et usages des campagnes françaises. Actes du colloque Le devenir de l'agriculture et des espaces ruraux 7 et 8 décembre 2001 Chateauroux*, sous la direction de Christine ROMERO, Presses universitaires Orléans, collection du CEDETE, pp. 279-286.
- MATHIEU, N. (à paraître, 2006): *Le concept de mode d'habiter à l'épreuve du développement durable*, 30 p.
- MATHIEU, N., GUERMOND, Y. (Eds.) (2005): *La ville durable du politique au scientifique*, Inra/NSS, collection Indiscipline, Paris.
- MATHIEU, N., JOLLIVET, M., (Eds.) (1989): *Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui*, Paris ARF/L'Harmattan, 354 p.
- MEYBECK, M., DE MARSILY, G., FUSTEC, E. (Eds.) (1998): *La Seine en son bassin : fonctionnement écologique d'un système fluvial anthropisé*. Elsevier, Paris.
- MEYNIER, A. (1931): *Ségalas, Levezou, Châtaigneraies, étude géographique*, Aurillac, éditions U.S.H.A.
- MEYNIER, A. (1958): *Les paysages agraires*, Paris, Armand Colin. (2^{ème} édition 1967)
- MIOSSEC, A., ARNOULD, P., VEYRET, Y. (Coord.) (2004): Vers une géographie du développement durable, *Historiens et Géographes*, n° 187.
- MUXART, T., BLANDIN, P., FRIEDBERG, C. (1992): Hétérogénéité du temps et de l'espace : niveaux d'organisation et échelles spatio-temporelles, p. 403-425 in Jollivet, M., (dir.), *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontière*, Paris, Editions du CNRS.
- ORSTOM —Collections—, (1983): *Profession: géographe, Pratique de la recherche tropicale*, Paris, Editions de l'ORSTOM, 157 p. (Laboratoire de sociologie et géographie africaines).
- ORSTOM —Collections—, (1989): *Tropiques, Lieux et Liens, Florilège offert à Paul Pelissier et Gilles Sautter*, Paris, Editions de l'ORSTOM, 620 p.
- PÉLISSIER, P., SAUTTER, G. (1969): *Les petits espaces ruraux. Journée consacrée à l'étude des terroirs*, Paris, ORSTOM, IDT 19, 178 p.
- PÉLISSIER, P.: *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*. Fabrigue, Saint-Yrieix, 974 p.
- PELLETIER, P. (1993): *L'imposture écologiste*, Montpellier, Reclus, coll. Géographiques.
- PINCHEMEL P., MATHIEU N., TISSIER J. L., AURIS A. (1997): Lire la face de la Terre: de la géographie à la géonomie, Entretien avec Philippe Pinchemel, *Natures Sciences Sociétés*, 4, vol. 5, pp. 47-54.

- PINCHEMEL, P., PINCHEMEL, G. (1988): *La face de la terre. Eléments de géographie*, Paris, A. Colin, 519 p.
- PINCHEMEL, P., ROBIC, M.-C., TISSIER, J.-L. (Dir.) (1984): *Deux siècles de géographie française. Recueil de textes*, Paris, Bibliothèque nationale, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 380 p.
- PITTE, J.-R. (1986): *Terres de Castanide : hommes et paysages du châtaignier de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Fayard.
- PITTE, J.-R. (1984): *Histoire du paysage français*, Paris, Taillandier.
- POURTIER, R. (2004): Développement «rurable» au Sud, géodiversité et dynamiques territoriales, *Historiens et Géographes*, n° 187, pp. 217-230.
- RENARD, J. (1975): Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la Région nantaise, Thèse d'Etat publiée.
- Répertoire des géographes français* (1989), Paris, CNRS/Intergéo
- Répertoire des géographes français* (1998), Paris, CNRS/Prodig
- ROBIC, Marie-Claire (1989): Perspectives temporelles sur l'émergence de quelques concepts de la géographie urbaine française, *Sistemi urbani*, pp.
- ROBIC, M. C., MATHIEU, N. (2001): «Redéployer une expérience et mobiliser de nouveaux savoir-faire», in Jollivet, M., Ed., *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo, pp. 167-190.
- ROBIC, M.-C., (Dir.) (1992): *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 343 p.
- ROSSI, G. (1999): Forêts tropicales entre mythes et réalités, *Natures Sciences Sociétés*, vol. 7, n° 3.
- ROSSI, G. (2000): *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*, Editions du CNRS, Paris.
- SACHS, I. (1980): Stratégies de l'écodéveloppement, Ed. Economie et Humanisme/les ED. Ouvrières, Paris.
- SACHS, I. (1993): *L'écodéveloppement*, Syros, Paris.
- SAUTTER, G. (1962): A propos de quelques terroirs d'Afrique occidentale. Essai comparatif, *Etudes rurales*, 4, p. 24-86.
- SAUTTER, G. (1966): *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo, République gabonaise*, Mouton, Paris-La Haye, 2 tomes, 1102 p.
- SOULARD, C. (1999): *Les agriculteurs et la pollution des eaux. Proposition d'une géographie des pratiques*, Paris I-Panthéon-Sorbonne, Thèse de doctorat sous la direction de Nicole Mathieu.
- SOULARD, C.T. (2005): Les agriculteurs et la pollution des eaux. Proposition d'une géographie des pratiques, *Natures Sciences Sociétés*, vol 13, 2, pp. 154-164.
- VIVIEN, F. D. (2001): «Histoire d'un mot, histoire d'une idée: le développement durable à l'épreuve du temps», in Jollivet, M., Ed., *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Shannon, Tokyo, pp. 19-60.

